

COMMUNIQUÉ

une carte de résident pour Baloua Aït Baloua, ex-saisonnier OMI

Par jugement rendu le 8 février 2007, le Tribunal administratif de Marseille a enjoint au Préfet des Bouches-du-Rhône de délivrer, sous deux mois, une carte de résident d'une durée de dix ans à Baloua Aït Baloua, travailleur agricole marocain employé pendant vingt trois ans à Charleval.

L'essentiel des motivations tient en un paragraphe :

Considérant [...] que M. AÏT BALOUA a, de la saison 1983-1984 à la saison 2004-2005, été employé sur la même exploitation agricole sous couvert de contrats d'introduction de travailleur saisonnier tels que prévus par les dispositions [...] du code du travail d'une durée initiale de quatre mois ; que, toutefois, ces contrats ont été constamment et de manière régulière portés à huit mois en application des mêmes dispositions du code du travail qui n'ouvrent pourtant cette possibilité qu'à titre exceptionnel et conditionnel ; que dans ces circonstances, si M. AÏT BALOUA était forcé de rentrer au Maroc chaque année, durant 22 ans, pour quatre mois, ce n'était que pour respecter l'apparence juridique que son employeur et l'administration avaient entendu donner à son embauche et à son séjour sur le territoire français : qu'ainsi, M. AÏT BALOUA doit être regardé comme résidant en France en situation régulière, et à titre habituel, depuis plus de dix ans [...]

Cette décision revêt une importance considérable, tant dans son contenu que par ses conséquences.

L'abus du statut de saisonnier alors que le travailleur occupe en réalité un emploi permanent avait déjà été clairement dénoncé par deux inspecteurs généraux de l'administration sans que cela entraîne une modification des pratiques de la Direction départementale du travail.

Le juge administratif a condamné cet abus et sa conséquence la plus injuste : le refus du préfet de considérer les ouvriers étrangers concernés comme ayant leur résidence habituelle en France.

La décision concernant M. Aït Baloua ouvre la perspective de son extension au millier de « saisonniers » étrangers qui, en travaillant plus de six mois par an, sont les principaux piliers de la culture intensive des fruits et légumes dans le département.

Pour l'administration, l'alternative est simple :

- soit elle répare d'elle même ses erreurs en attribuant des titres de séjour permanents à des travailleurs permanents cantonnés abusivement dans un statut précaire ;
- soit elle y sera contrainte par les décisions de justice qui sanctionneront des centaines de procédures contentieuses rendues légitimes par le jugement Aït Baloua / Préfet des Bouches-du-Rhône.